

**Allocution de Madame Dorothy Tembo, Directrice Exécutive du  
Secrétariat Exécutif du Cadre Intégré Renforcé**

**Réunion sur le CIR à l'occasion de la 7<sup>ème</sup> Conférence  
Ministérielle de l'OMC**

**Genève, 1er décembre 2009**

Monsieur le Directeur Général de l'OMC,  
Honorables Ministres,  
Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégations et de Missions,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur pour moi d'être parmi vous ce matin à peu près un an après ma nomination en qualité de Directrice exécutive pour partager avec vous les progrès que nous avons accomplis dans la mise en œuvre du programme du Cadre intégré renforcé (CIR) de même que notre vision du futur et les étapes que nous devons franchir.

La mise en place de l'Equipe Spéciale du Cadre intégré par le Comité Directeur du CI en 2005 a constitué un tournant majeur du programme. Des recommandations ont été faites en vue de renforcer l'appropriation du programme par les bénéficiaires avec un accent particulier sur l'obtention de résultats.

En juillet de cette année, le programme est devenu opérationnel avec la mise en place des instruments administratifs essentiels et l'approbation par le Conseil intérimaire du CIR, des deux premiers projets de Catégorie 1 du Yémen et de la Sierra Leone destinés à renforcer les Arrangements Nationaux de Mise en Œuvre. Ceci était accompagné de l'organisation à Genève, d'un Atelier global destiné à toutes les parties prenantes pour qu'elles s'imprègnent du nouveau dispositif du CIR.

Depuis, cinq projets additionnels venant du Cambodge, du Libéria, du Malawi, du Rwanda et de l'Ouganda ont été approuvés. En outre, trois (3) Etudes Diagnostiques pour l'Intégration du Commerce (EDIC) pour l'Afghanistan, la République démocratique du Congo et le Togo à entreprendre par la Banque mondiale à travers un accord a particulier, ont été approuvés par le Conseil amenant ainsi le montant total des fonds engagés pour l'ensemble des projets à 7.982.659 dollars américains.

Vingt (20) projets, parmi lesquels six (6) sont liés à des activités pré-EDIC, sont en cours de préparation. Quinze (15) de ces projets seront soumis au Conseil pour approbation d'ici la fin de cette année et le restant pourrait être approuvé dans le premier trimestre de 2010. Le montant total des fonds pour les 20 projets se chiffre à 14.300.000 de dollars américains amenant ainsi le total des engagements financiers anticipés pour le premier trimestre 2010 à environ 22 millions de dollars. Ce montant ne comprend pas le financement des projets de Catégorie 2 qui sont censés démarrer au cours des trois premiers mois de 2010.

A fin 2010, les projets de Catégorie 1 des 20 pays bénéficiaires restant seront approuvés. A mi-2010, le Secrétariat exécutif aura développé et mis en œuvre des modules de suivi et de renforcement de capacité pour tous les 13 pays de même qu'une assistance dans la préparation d'une référence à partir de laquelle seront mesurées les performances des programmes des pays bénéficiaires. Nous envisageons de présenter 15 projets de Catégorie 2 en 2010. Tout ceci ne pourra être réalisé cependant que si le financement requis est disponible et que le Secrétariat exécutif est mis dans les conditions de travailler de façon efficace et efficiente.

En ce qui concerne le financement, le Fonds d'affectation spéciale dispose présentement de 69 millions de dollars sur lesquels 24 millions provenaient de l'«ancien Cadre intégré». Ainsi, 45 millions de dollars ont été reçues sur les 123 millions annoncés lors de la Conférence de Stockholm de 2007.

En assumant l'hypothèse que toutes les annonces de contributions seront respectées et déboursées en 2010, les projections financières indiquent que ces montants ne pourront être suffisants que jusqu'à fin 2011. Dès lors il devient important qu'une analyse soit effectuée très tôt en 2010, pour réévaluer le montant total des ressources nécessaires pour les cinq (5) prochaines années pour tenir compte du fait qu'il y a plus de Pays les moins avancés (PMAs) dans le programme, que le CIR est maintenant une composante essentielle de l'Aide pour le Commerce et que le dollar américain s'est déprécié par rapport aux principales devises.

L'analyse proposée devra également recommander une stratégie de mobilisation des ressources pour sécuriser la mise en œuvre des engagements de Stockholm et tout autre financement pour le futur.

Pour que le CIR soit durable et réussi, il est absolument essentiel que le commerce soit intégré dans les plans et programmes nationaux de façon pratique et visible. Ceci signifie que les PMAs doivent s'assurer qu'il y a un engagement à tous les niveaux, commençant au niveau des autorités politiques jusqu'à la mise en œuvre effective du programme. Cela signifie également que

les Gouvernements des PMA doivent envoyer un message clair que l'appropriation du programme est réelle au plan national en commençant par intégrer les activités du CIR dans les stratégies et budgets nationaux.

Des relations adéquates avec toutes les structures concernées doivent être établies et renforcées de même que la coordination entre les administrations et le secteur privé doit être efficace.

Il est important que les donateurs s'assurent que la coordination entre les autorités centrales et leurs services présents au niveau des pays bénéficiaires est renforcée. L'appui des donateurs doit progressivement être aligné pour refléter l'importance de la dimension commerce. Le rôle du Facilitateur des donateurs est très important sur ce plan et il a été renforcé dans le cadre du CIR et demande par conséquent un engagement ferme avec l'objectif de veiller, dans le cadre des relations avec les Gouvernements respectifs, que la fourniture des ressources financières requises est réalisée en particulier dans cette période de crise financière.

Du côté des Agences, il est important qu'elles continuent à appuyer la mise en œuvre des programmes des pays sur la base des besoins identifiés et des priorités définies par les pays bénéficiaires.

Dans certains cas, une attention spéciale devrait être accordée aux pays qui ont des situations spécifiques comme ceux sortant des conflits, ou ceux en voie d'accession à l'OMC qui exigent que des flexibilités puissent être envisagées pour tenir compte des besoins spécifiques de cette catégorie de PMA.

La performance du programme du CIR sera mesurée au travers de ses résultats et du temps qu'il prendra pour les produire. Il ne nous est pas permis d'échouer, dans la mesure où un échec signifierait un recul pour le développement, ce qui aura des effets négatifs réels sur les populations des pays qui sont déjà marginalisés et sont les plus vulnérables. Si nous voulons que le CIR réussisse à la hauteur de son vrai potentiel, nous devons tous travailler ensemble pour le bénéfice de tous. En faisant cela, nous devons mobiliser des ressources additionnelles; mettre en place une gouvernance forte mais non bureaucratique; un mécanisme de suivi qui soit capable de mesurer l'efficacité et l'efficacé du programme par le biais d'indicateurs vérifiables; et appuyer les Unités Nationales de Mise en Œuvre à tous les niveaux – celui des hautes autorités politiques nationales et au niveau des donateurs.

Enfin, je voudrais également souligner l'importance du rôle que devra jouer le Conseil du CIR. Ayant assuré que les mécanismes nécessaires pour opérationnaliser le programme ont été mis en place, le rôle du Conseil devra maintenant se focaliser davantage sur les questions stratégiques que sur les questions techniques. De mon point de vue, une telle approche est essentielle si

l'on veut réaliser le programme du CIR. Ce changement de rôle du Conseil pourrait non seulement avoir des effets sur sa composition, en termes de profils et de qualifications de ses membres, mais aussi sur la fréquence des réunions et les ordres du jour pour lui permettre de concentrer ses efforts sur les aspects stratégiques et le Secrétariat exécutif du CIR de se concentrer sur les questions de mise en œuvre du programme. Ceci constituera un signal clair à tous les partenaires du CIR que le programme est opérationnel. En tant que partenaires, cette question devra être abordée par les groupes concernés (donateurs, groupe des PMAs, Agences du CIR).

En conclusion, je voudrais remercier le président du Conseil intérimaire, Son Excellence, l'Ambassadeur Maruping, et les membres du Conseil pour avoir donné les orientations au Secrétariat exécutif pendant l'année écoulée et les donateurs qui se sont engagés à financer le Fonds d'affectation spéciale. Le Secrétariat exécutif et le Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale demeurent engagés à appuyer les processus du CIR et comptent sur votre soutien pour l'obtention de résultats positifs qui renforceront la crédibilité du CIR.

Je vous remercie de votre attention.